



Numéro PPQ/5514

mercredi 5 octobre 2011

ACTUALITES EN BREF DU MERCREDI

- L'ONU rend hommage aux enseignants à travers le monde
- Haïti : l'ONU salue la confirmation du Premier ministre désigné
- L'ONU souhaite renforcer la préparation aux catastrophes au Pakistan
- Soudan : une crise alimentaire plane sur deux régions, selon la FAO
- Ban Ki-moon en visite en Scandinavie la semaine prochaine
- L'ONU cherche à renforcer les mécanismes internationaux de respect des lois
- Yémen : l'UNICEF préoccupé par la dégradation de la situation humanitaire
- L'ONU s'inquiète du régime de détention préventive en Allemagne
- UNESCO : nouvelles collections inscrites au Registre de la Mémoire du monde
- Darfour : un groupe armé promet de cesser d'utiliser des enfants soldats

L'ONU rend hommage aux enseignants à travers le monde



5 octobre - A l'occasion de la Journée mondiale des enseignants qui est célébrée chaque année le 5 octobre, les Nations Unies ont rendu hommage mercredi aux millions d'éducateurs qui, dans le monde entier, consacrent leur vie à enseigner aux enfants, aux jeunes et aux adultes.

« Nous exprimons une nouvelle fois notre gratitude et notre reconnaissance, pour leurs efforts et leur dévouement, aux enseignantes et aux enseignants qui portent la responsabilité d'éduquer les générations futures et d'édifier ainsi des sociétés fondées sur le développement durable, la paix, la démocratie, les droits de l'homme et l'égalité », déclarent dans un message commun les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Helen Clark, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Anthony Lake, de l'Organisation internationale du travail (OIT), Juan Somavia, et de l'Internationale de l'éducation, Fred van Leeuwen.

Le thème de cette année, « Les enseignants pour l'égalité des genres », rappelle qu'il faut accorder une attention particulière à la question des genres dans l'enseignement pour réaliser les objectifs de l'Éducation pour tous (EPT) et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en s'intéressant en premier lieu à l'accès des filles à l'école.

Dans de nombreuses régions du monde, une faible proportion d'enseignantes signifie moins de filles scolarisées, et encore moins d'enseignantes pour demain. L'éducation des filles et des femmes bénéficie pourtant au développement humain à de nombreux niveaux : moins de décès pendant l'accouchement ; plus d'enfants en bas âge en bonne santé ; plus d'enfants scolarisés ; une meilleure protection des enfants et des femmes contre le VIH et le SIDA, la traite et l'exploitation sexuelle ; et l'autonomisation économique et politique des femmes, ce qui conduit à un développement plus solide et inclusif.



Les Nations Unies estiment qu'il faut élaborer des politiques et des stratégies qui attirent et motivent des femmes et des hommes capables d'enseigner, tout en leur donnant les moyens de mettre en place des environnements d'apprentissage respectant l'égalité des genres.

« Le développement et l'amélioration de l'éducation pour tous exigent de bons enseignants et des mesures incitatives destinées à attirer les enseignants et les enseignantes dans tous les domaines de l'enseignement, tous niveaux confondus. Les garçons et les filles pourront ainsi avoir un modèle positif à suivre tout au long de leur scolarité », écrivent les chefs de l'UNESCO, du PNUD, de l'UNICEF, de l'OIT et de l'Internationale de l'éducation.

Les femmes constituent la majorité du corps enseignant dans le primaire : elles représentent 62% du corps enseignant au niveau mondial, mais ce taux peut atteindre 99% dans certains pays. Cependant, avec la féminisation croissante de la profession, les conditions d'emploi, les salaires et le statut se sont dégradés.

« Si l'on veut que les enseignants servent de modèles en matière d'égalité des genres aux garçons et aux filles, dans tous les domaines et à tous les stades de leur scolarité, il faut s'attaquer aux inégalités existant au sein de la profession. Nous devons promouvoir l'égalité des chances si l'on veut que les femmes puissent accéder à des postes de chef d'établissement, de responsable d'institution et de décideur au sein des ministères de l'éducation, et soient plus nombreuses à enseigner les sciences, les mathématiques et la technologie, et que plus d'hommes soient recrutés comme éducateurs aux niveaux préscolaire et primaire », souligne le message des Nations Unies.

Par ailleurs, l'ONU estime qu'il faut élucider les raisons de la pénurie d'enseignantes dans les régions où elle sévit. Elle juge notamment qu'il est indispensable de prendre des dispositions appropriées en matière de protection de la maternité et de congé parental, ainsi que des mesures de protection efficace contre les violences et les sévices sexuels.

Haiti : l'ONU salue la confirmation du Premier ministre désigné



Le Représentant spécial de l'ONU pour Haïti, Mariano Fernandez.

5 octobre - Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti, Mariano Fernández Amunátegui, a salué le vote du Sénat et, par conséquent, la confirmation, le 4 octobre 2011, du Premier ministre désigné, Gary Conille, par le Parlement de la 49e législature.

Le Représentant spécial du Secrétaire général a tenu également à rendre hommage aux efforts du Président de la République, Michel Martelly, ainsi que du Président du Sénat, Rodolphe Joazile et du Président de la Chambre basse, Sorel Jacinthe, qui ont abouti à l'ouverture d'un dialogue positif et constructif entre l'exécutif et le législatif, permettant d'atteindre un accord en vue d'installer un Premier ministre et un nouveau gouvernement, a précisé la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) dans un communiqué de presse.

M. Fernández souhaite que « le programme de gouvernement du Premier ministre obtienne l'aval des deux Chambres afin que les grands chantiers de la reconstruction nationale soient lancés sans plus tarder, dans l'intérêt prioritaire de l'ensemble du peuple haïtien », ajoute le communiqué.

Le Représentant spécial du Secrétaire général invite aussi « tous les secteurs de la vie nationale à intensifier le dialogue vers l'établissement d'un Pacte de gouvernabilité pour fortifier les institutions de la démocratie, assurer la paix et la sécurité de même qu'un développement social et économique durable de la nation haïtienne. »

L'ONU souhaite renforcer la préparation aux catastrophes au Pakistan



La Représentante spéciale pour la réduction des risques de catastrophes, Margareta Wahlström.

5 octobre –

La Représentante spéciale des Nations Unies pour la stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC), Margareta Wahlström, se rendra jeudi au Pakistan pour entamer des discussions sur les mesures possibles de réduction de risques que peuvent prendre les autorités alors que le pays tente de faire face au déplacement d'environ 5,4 millions de personnes causé par des inondations.

Au cours de sa visite de trois jours, Mme Wahlström rencontrera le Président du Pakistan Asif Ali Zadari, le Premier ministre Syed Yousuf Raza Gilani, l'Autorité nationale de gestion des catastrophes, le Département météorologique et des bailleurs de fonds.

« Au Pakistan, les risques d'inondations peuvent être répertoriés avec une grande précision comme le SIPC l'a démontré. Comme celles de l'année dernière, les inondations qui ont eu lieu cette année ont frappé des zones rurales densément peuplées dépourvues de systèmes d'alerte précoces et de préparations à une éventuelle catastrophe. L'ensemble des parties prenantes doivent désormais faire un saut quantique dans les efforts de réduction de risques de catastrophes dans toutes les zones à risque d'inondations du pays, » a déclaré Mme Wahlström avant son départ.

Il s'agit pour la Représentante spéciale d'une visite de suivi pour évaluer les progrès atteints depuis sa dernière visite en février de cette année. A l'époque la priorité était de relancer les investissements dans les mesures de réduction des risques et de reconstruction suite aux inondations de 2010 qui avaient touché 20 millions de personnes.

« Le lourd bilan des inondations au Pakistan et ailleurs en Asie est une source de grande préoccupation. Nous savons tous que les inondations sont prévisibles puisqu'elles sont des événements qui interviennent chaque année à la même saison et sont déclenchés par les pluies de la mousson de juin à septembre. En sachant à quoi s'attendre, il devient possible de mettre en œuvre des mesures qui peuvent sauver des vies, des maisons et des moyens de subsistance, » a expliqué Mme Wahlström.

Une série de mesures positives ont été prises depuis l'inondation de l'année dernière. Des barrages ont été réparés, des lits de rivières ont été déblayés et les autorités ont restreint le retour des habitants à des zones particulièrement exposées. Les maisons ont été reconstruites sur des terrains plus élevés et les autorités locales ont été formées aux mesures de préparations de base.

« Le Croissant Rouge pakistanais et des ONG placent d'ores et déjà la préparation aux catastrophes au centre de leur activités, mais l'effort de préparation doit être multiplié de façon exponentielle si nous voulons éviter des catastrophes de cette ampleur l'année prochaine. J'ai hâte de voir ce que nous pourrions réaliser avec le gouvernement et les autorités nationales de gestion des catastrophes, » a indiqué Mme Wahlström avant de s'envoler.

Soudan : une crise alimentaire plane sur deux régions, selon la FAO



De l'assistance alimentaire du PAM est déchargée d'un camion à un site de distribution à Kadugli, la capitale du Kordofan méridional.

5 octobre - Des mesures d'urgence doivent être mises en place pour conjurer une crise humanitaire et alimentaire imminente dans deux régions accablées par les conflits à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud, devenu depuis peu indépendant, a mis en garde mercredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Suite à la reprise des combats entre les troupes du gouvernement soudanais et le Mouvement de libération du peuple soudanais (SPLM-N), qui ont interrompu la principale campagne agricole, les disponibilités alimentaires dans les régions du Nil Bleu et du Kordofan méridional seront considérablement réduites, a précisé la FAO dans un communiqué de presse.

Les affrontements ont coïncidé avec la période de soudure dans la région, lorsque les stocks vivriers des familles sont déjà à leurs niveaux les plus bas.

Au moins 235.000 personnes ont besoin d'une aide dans les deux zones.

Le Nil Bleu et le Kordofan méridional sont deux des principales régions productrices de sorgho du Soudan. Or, la récolte du mois prochain sera vraisemblablement perdue à cause des derniers affrontements et des précipitations irrégulières.

Au Kordofan méridional, les semis n'ont pas pu avoir lieu car les habitants ont été contraints de fuir au début de la campagne. Dans l'Etat du Nil Bleu, les combats ayant éclaté plus tard ont permis d'effectuer les semis, mais les populations ont dû abandonner leurs cultures.

La pénurie de stocks alimentaires a déjà fait doubler les prix. Un sac de 90 kg de sorgho, qui coûtait 70 livres soudanaises (26 dollars) au début de l'année, en coûte désormais 140. Et les prix sont appelés à poursuivre leur envolée, selon la FAO.

La migration saisonnière du bétail a en outre été interrompue dans les deux Etats, provoquant la concentration de grands troupeaux sur de petites superficies le long de la frontière.

« Cette situation conduit au surpeuplement et est susceptible de créer des foyers de maladies. Et d'exacerber les tensions entre les agriculteurs et les éleveurs nomades sur l'eau et l'accès à la terre », indique Cristina Amaral, Chef du Service des Opérations d'urgence de la FAO.

Tous les organismes internationaux d'aide ont été interdits d'accès dans l'Etat du Nil Bleu, de sorte que l'on ne connaît pas l'ampleur véritable de la situation.

Une petite équipe de la FAO composée de personnel national est à l'œuvre dans le Kordofan méridional. Bien que leur bureau ait été pillé, ils sont néanmoins parvenus à distribuer des semences et des outils à 20.000 ménages dans les zones les plus calmes. Cette aide permettra de distribuer de la nourriture à point nommé aux plus vulnérables.

La FAO s'efforce d'acheminer des semences à 20.000 autres ménages du Sud-Kordofan et 15.000 ménages du Nil Bleu pour semer des légumes d'hiver à la place de la récolte de sorgho de cette année.

La FAO sollicite quelque 3,5 millions de dollars pour mener à bien ses interventions.

Ban Ki-moon en visite en Scandinavie la semaine prochaine



Oslo, la capitale de Norvège.

5 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'envolera dimanche de New York pour une tournée de trois jours qui le mènera en Norvège, au Danemark et en Suède, a annoncé mercredi son porte-parole.

En Norvège, le Secrétaire général participera à la conférence « Energie pour tous – Financement de l'accès pour les plus pauvres » et à un panel de haut niveau avec pour thème « Energie et le chemin menant à Rio+20 ».

Lors de son séjour dans la capitale norvégienne Oslo, Ban Ki-moon se joindra au Roi Harald V pour les célébrations du 150^e anniversaire de la naissance de Fridtjof Nansen, un explorateur norvégien renommé qui a reçu le Prix Nobel de la paix et a été le premier Haut commissaire pour les réfugiés de la Société des Nations.

Le Secrétaire général aura également des entretiens avec le Premier ministre Jens Stoltenberg et rencontrera des membres du Parlement norvégien. Il visitera le site de l'attaque à la bombe du 22 juillet à Oslo.

Il se rendra ensuite au Danemark, où il participera au Forum global vert 3G, un partenariat public-privé de haut niveau qui réunit des dirigeants gouvernementaux, des affaires, de la finance et de la société civile.

Il rencontrera la Reine Margrethe II, la Première ministre Helle Thorning-Schmidt et d'autres hauts responsables. Il visitera à Copenhague le site de la nouvelle Cité de l'ONU, qui est en construction.

La dernière étape de la tournée du Secrétaire général le conduira en Suède, où il se rendra sur la tombe de Dag Hammarskjöld à Uppsala.

A Stockholm, il rencontrera le Premier ministre Fredrik Reinfeldt et d'autres hauts responsables.

L'ONU cherche à renforcer les mécanismes internationaux de respect des lois



La Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Asha-Rose Migiro.

5 octobre - Devant la Sixième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies qui traite des questions juridiques, la Vice Secrétaire générale de l'ONU, Asha-Rose Migiro, a plaidé mercredi pour un renforcement des mécanismes internationaux permettant de faire respecter les lois.

« Les événements marquants de cette année, surtout en Afrique du Nord et au Moyen-Orient nous ont rappelé que la quête d'un gouvernement par les lois et non par les hommes est universelle. Les populations demandent plus de transparence, de justice et de respect des droits de l'homme sous la bannière du respect des lois. Les gouvernements fraîchement constitués se tournent vers l'ONU afin de recevoir un soutien pour l'élaboration de constitutions, pour une réforme des institutions judiciaires et sécuritaires et pour faire face aux héritages des atrocités passées, » a déclaré Mme Migiro dans un discours devant la Sixième commission.

L'engagement des Nations Unies au niveau international se base sur le principe qu'un système multilatéral respectant la loi internationale est essentiel pour résoudre les défis et les menaces au niveau mondial. Ce principe suppose que tous les individus et toutes les entités, y compris les Etats, sont responsables devant la loi.

« La tendance vers une plus grande utilisation des mécanismes conçus par les traités, et en particulier la Cour internationale de justice, est importante et doit être encouragée. Le rapport du Secrétaire général qui énumère les activités de l'ONU pour renforcer la responsabilité et la résolution pacifique de disputes, met en valeur le travail des tribunaux pénaux internationaux et hybrides qui ont été mis en place pour poursuivre les auteurs des pires atrocités des dernières décennies, » a rappelé la Vice Secrétaire générale de l'ONU.

L'ONU souhaite notamment renforcer le Statut de Rome qui forme la base de la justice pénale internationale, et elle s'emploie actuellement à formuler une approche cohérente pour aider les Etats membres à respecter leur responsabilité d'enquêter et de poursuivre les auteurs de crimes internationaux.

« Depuis le sommet mondial de 2005, l'ONU a fait des progrès considérables vers une plus grande cohérence et plus forte coordination de ses activités pour promouvoir le respect des lois. Des arrangements institutionnels, y compris la création d'un groupe de coordination et de ressources sur le respect des lois, que je préside, nous a aidé à obtenir un cadre politique plus clair pour développer des approches communes aux problèmes transversaux tels que la justice transitionnelle, l'élaboration constitutionnelle ou encore la question de l'apatridie, » a souligné Mme Migiro.

Actuellement, l'ONU apporte un soutien en matière du respect des lois dans 150 Etats membres. Des entités onusiennes clés au niveau opérationnel entreprennent des initiatives conjointes, particulièrement dans le domaine de la résolution de conflits et dans la reconstruction post-conflit.

« Les Nations Unies n'offrent qu'une petite partie de l'assistance en matière de respect des lois au niveau mondial. L'essentiel est assuré au niveau des Etats de façon bilatérale. Le manque d'efficacité des Etats dans l'assistance fournie a été démontré à de nombreuses reprises, surtout à cause d'un manque de coordination entre de multiples programmes d'assistance souvent contradictoires. Nous devons donc œuvrer pour une approche commune plus cohérente qui réduit le poids sur les Etats bénéficiaires, » a souligné la Vice Secrétaire générale de l'ONU.

Yémen : l'UNICEF préoccupé par la dégradation de la situation humanitaire



Des enfants déplacés dans un camp au Yémen.

5 octobre - Le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Anthony Lake, s'est inquiété mercredi de la dégradation de la situation humanitaire au Yémen et a appelé les parties en conflit à épargner les femmes et les enfants.

Au moins 94 enfants ont été tués et 240 ont été blessés par balles ou par des éclats d'obus depuis le début de la guerre civile au Yémen cette année, selon l'UNICEF.

Selon des informations confirmées par des partenaires du Fonds, au moins deux enfants ont été tués cette semaine. Une fillette âgée de sept ans a été tuée par un éclat d'obus dans la capitale Sana'a, le 2 octobre et un garçon âgé de 13 ans a été tué de la même manière le 4 octobre.

« L'UNICEF condamne toutes les violences contre les enfants où qu'ils soient », a dit Anthony Lake. « Les enfants du Yémen devraient retourner à l'école à cette époque de l'année. Au lieu de cela, ils affrontent des hommes armés plutôt que leurs professeurs, des balles au lieu de livres. Le pays sombre dans une crise humanitaire plus profonde. »

Les taux de malnutrition étaient déjà très élevés avant la récente explosion de violence et l'impact de cette malnutrition sur les plus pauvres a été aggravé par la hausse des prix alimentaires et l'effondrement des services de santé de base. Sur les 3,6 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans au Yémen, au moins 43% sont malingres et 58% sont chétifs.

« La combinaison mortelle de pauvreté et de malnutrition, notamment chez les enfants, frappe le pays. Les taux de malnutrition infantile sont bien supérieurs aux niveaux nécessitant une assistance dans plusieurs parties du pays », a déclaré Anthony Lake.

Face à cette crise humanitaire de plus en plus grave, le Directeur de l'UNICEF a lancé un appel pour protéger immédiatement les femmes et les enfants et pour obtenir un retour à une vie normale afin que les enfants puissent au moins aller à l'école.

L'ONU s'inquiète du régime de détention préventive en Allemagne



5 octobre - Le Groupe de travail sur la détention arbitraire du Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exprimé mardi sa préoccupation au gouvernement allemand sur le système de détention préventive qui permet de continuer de priver une personne de sa liberté après qu'elle a purgé sa peine si cette personne représente un « danger pour la société ».

Le groupe d'experts a également remarqué la forte proportion d'étrangers ou d'Allemands d'origine étrangère dans les prisons allemandes.

À la fin d'une visite officielle en Allemagne, le groupe d'experts de l'ONU a exhorté les autorités « à s'assurer que le cadre institutionnel et légal qui régit les privations de liberté respecte pleinement les standards de droits de l'homme définis dans sa législation et dans les standards internationaux sur les droits de l'homme. »

Durant la visite de centres de détention allemands, le Groupe de travail s'est entretenu avec plusieurs détenus emprisonnés dans le régime de détention préventive et il a trouvé que cette clause représente un problème majeur puisqu'elle ouvre la voie à des détentions à durée indéterminée. Ce point de vue a été soutenu par des fonctionnaires dans les ministères, des procureurs, des fonctionnaires dans les prisons et par des juges.

« La détention préventive viole l'interdiction de peines criminelles rétroactives dans la loi internationale, particulièrement

quand ces peines n'étaient pas prévues dans les jugements, » a déclaré le chef de la mission, El Hadji Malick Sow, qui est aussi Président du Groupe de travail sur la détention arbitraire.

Un autre membre du groupe, Mads Andenas, a indiqué que la détention préventive est utilisée contre des personnes qui sont considérées comme ayant des dysfonctionnements sociaux, ce qui est contraire aux standards nationaux et internationaux des droits de l'homme.

Le groupe d'experts a également noté la forte proportion de détenus étrangers ou allemands d'origine étrangère dans les prisons qu'il a visitées. « La combinaison de détention d'étrangers à cause d'une présence irrégulière sur le territoire et de peines sévères, soulève la question de proportionnalité. C'est quelque chose dont le gouvernement doit impérativement remédier, » a dit Shaheen Sardar Ali qui est membre du groupe d'experts. Elle a également recommandé que les immigrants détenus soient placés dans des centres spécialisés et non pas dans des prisons.

Le groupe d'experts a néanmoins aussi remarqué plusieurs bonnes pratiques en Allemagne tel que l'établissement à Hambourg d'une commission spéciale indépendante qui enquête sur les cas où la police serait accusée de mauvais traitements ou d'abus. La suppression de l'obligation pour les services sociaux, les enseignants ou les médecins d'informer les autorités lorsqu'un enfant en situation irrégulière reçoit des traitements médicaux d'urgence représente un changement positif.

Le groupe a visité des centres de détention et a rencontré les autorités fédérales et locales à Berlin, Hambourg, Karlsruhe et Stuttgart. Il a rencontré des membres de la société civile, et conduit des entretiens confidentiels avec 69 détenus dans plusieurs prisons.

UNESCO : nouvelles collections inscrites au Registre de la Mémoire du monde



Manuscrit byzantin de Géorgie.

5 octobre - Sept nouvelles collections et documents d'archives d'Angola, d'Arménie, de France, de Géorgie, du Kazakhstan, du Portugal et des Etats-Unis ont été ajoutés au Registre de la Mémoire du monde, un programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Le Registre de la Mémoire du monde compte désormais 245 collections et documents d'archives. Il s'intéresse à toute la gamme des matériaux et des supports et des cultures, de la pierre aux celluloids, en passant par les parchemins, les enregistrements audiovisuels, etc.

Les nouvelles inscriptions avaient été approuvées provisoirement par le Comité consultatif international du Programme Mémoire du monde en mai 2011 à condition que des petites modifications ou des clarifications soient apportées pour que l'inscription ait lieu. Ces clarifications ayant été apportées, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a approuvé les nouvelles inscriptions.

L'UNESCO a lancé le Programme Mémoire du monde en 1992 en vue de lutter contre l'amnésie collective en préservant des collections et des documents d'archives du monde entier et en permettant leur diffusion la plus large possible.

Les sept nouvelles inscriptions sont :

Première observation de Byurakan (ou observation de Markarian, Arménie). Les archives d'une enquête astronomique unique entreprise par l'observatoire astrophysique de Byurakan dans les années 1965-1980. Cette observation, qui a permis la plus grande étude astronomique de l'univers proche jamais entreprise, est considérée comme l'une des réalisations majeures du XXe siècle dans le domaine de l'astrophysique.

Registre des bannières du Châtelet de Paris du règne de François Ier (Archives nationales, France). La série des bannières du Châtelet est dédiée à l'enregistrement et la publication de textes législatifs. On y trouve en particulier le mandement de

François Ier de 1537 imposant un dépôt légal aux libraires et aux imprimeurs.

Manuscrits byzantins de Géorgie. Cette collection est d'une extrême importance, tant il est notoirement admis que le patrimoine manuscrit géorgien renferme des pièces uniques pour le développement culturel byzantin. Ces œuvres ont permis de sauvegarder des échantillons, aujourd'hui perdus, rédigés en grec et en d'autres langues, tout en conservant des références importantes à des auteurs byzantins qui retracent leur vie et leur œuvre et celles d'écrivains inconnus de l'histoire de la littérature byzantine.

Fond d'archives de la Mer d'Aral (Kazakhstan). Ces documents couvrent la période allant de 1965 à 1990 et retracent la tragédie écologique de la mer d'Aral et les tentatives pour la sauver. Il s'agit d'une source d'information unique pour l'étude de la mer d'Aral et pour comprendre comment elle s'est rétractée de 10% dans les années 1960.

Archives du premier vol en hydravion au-dessus de l'Atlantique Sud en 1922. Ce document original et unique comprend deux rapports, l'un du capitaine Gago Coutinho et l'autre du capitaine Sacadura Cabral, qui relatent la première traversée de l'Atlantique Sud à bord d'un hydravion, en 1922, avec l'aide exclusive de moyens de navigation embarqués (le sextant à horizon artificiel inventé par Coutinho), de Lisbonne (Portugal) jusqu'à Rio de Janeiro (Brésil). Cet exploit fait date dans l'histoire de l'aéronautique et marque la première utilisation du sextant en navigation aérienne.

Archives de Ndembu (Angola et Portugal). Constituées d'environ 1.160 textes manuscrits sur divers supports allant de la fin du XVIIe siècle au début du XXe siècle, les archives des Ndembu sont une source d'une valeur inestimable pour les chercheurs en histoire, anthropologie et linguistique. Ces documents témoignent de la transformation d'une culture africaine essentiellement orale par l'assimilation de la langue portugaise et ses répercussions sur l'histoire du Portugal et du Brésil.

Enregistrements du programme Landsat : capteur multispectral MSS (Etats-Unis). Les scientifiques du monde entier admettent qu'il n'existe qu'une seule série d'imagerie précise, portant sur une quarantaine d'années et couvrant les surfaces émergées de la Terre, le littoral et les récifs, et permettant de détecter les changements naturels et anthropiques. Ces enregistrements d'images ont été réalisés et régulièrement mis à jour par des capteurs embarqués à bord de plusieurs satellites d'imagerie terrestre dans le cadre du programme Landsat 1 lancé en 1972.

Darfour : un groupe armé promet de cesser d'utiliser des enfants soldats



Des enfants de la région du Darfour.

5 octobre - Un groupe armé au Darfour a annoncé son intention d'interdire l'usage d'enfants soldats dans ses rangs suite à des discussions avec l'Opération de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD), s'est félicitée mercredi la MINUAD.

La Direction historique de l'Armée de libération du Soudan (ALS), un groupe dissident de la faction Abdul Wahid de l'ALS a soumis un plan d'action au Représentant spécial conjoint et chef de la MINUAD Ibrahim Gambari le 25 septembre. Dans ce plan, le groupe s'engage à mettre un terme au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats en accord avec les résolutions du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés.

Déjà au mois d'août, le chef du groupe Musa Usman avait publié un ordre dans lequel il ordonnait aux membres de sa faction de cesser « de recruter et d'utiliser les enfants dans les rangs du mouvement. » Son ordre interdit également les attaques contre les écoles, les hôpitaux et « tout comportement qui mène aux abus et à la violence contre les enfants, y compris les abus sexuels et les mariages forcés. »

« L'objectif du volet de protection des enfants de la MINUAD est d'assister les parties prenantes du conflit et les communautés locales à prendre la responsabilité de protéger les enfants dans la perspective du retrait de la MINUAD un jour du Darfour, » a déclaré le chef de l'unité de protection des enfants de la MINUAD, Boubacar Dieng. « Au final, seul le peuple du Darfour peut être responsable de la protection des enfants du Darfour, » a-t-il ajouté.

La décision de cette faction de l'ALS a mercredi été applaudie par la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les enfants et les conflits armés, Radhika Coomaraswamy.

M. Musa a expliqué à la MINUAD que son groupe ne recrutait pas systématiquement les enfants, mais certains viennent d'eux mêmes après avoir perdu leurs familles. Il dit avoir répertorié 120 enfants parmi les membres de son mouvement et il a promis que la liste de ces enfants serait transmise à la Commission pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration du nord du Soudan. Il a également promis de répertorier les enfants qui se trouvent associés au mouvement dans les régions du nord et de l'ouest du Darfour.

L'ONU a reçu des engagements similaires de la part d'autres mouvements armés au Darfour, dont l'ALS Free Will (libre volonté), l'ALS Abou Gasim et le Mouvement pour la justice et l'égalité. Des pourparlers continuent avec le reste des groupes armés pour qu'eux aussi mettent en œuvre des plans d'actions similaires.

15 groupes armés au Darfour figurent en tant qu'utilisateurs et recruteurs d'enfants dans le dernier rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés. Entre 2009 et février 2011, la Commission pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration du nord du Soudan a enregistré 1.041 enfants soldats au Darfour.